Cinquante-septième année. - N° 110 A Vendredi 9 juin 2023

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIÈRE MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité
Direction de l'information légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr
-

BODACC « A »

Annonce n° 1485

75 – PARIS

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS

Ventes et cessions

952 829 976 RCS Paris.
FBCD CONSEIL.
Forme : Société à responsabilité limitée.
Capital : 100.00 EUR.
Adresse : 10, rue du Colisée, 75008 Paris.
Précédent propriétaire : 830 333 324 RCS Bordeaux. **FBCD CONSULTING.**
Oppositions : Article L.236-21 du code de commerce.
Commentaires : Avis au Bodacc relatif au projet commun de scission nationale. Société scindée : FBCD CONSULTING Forme : Société à responsabilité limitée à associé unique Adresse du siège : 51 quai Lawton 33300 Bordeaux Capital : 1000.00 EUR Numéro unique d'identification : 830333324 Lieu d'immatriculation : Bordeaux. Société bénéficiaire de la scission : FBCD CONSEIL Forme : Société à responsabilité limitée Adresse du siège : 10 rue du Colisée 75008 Paris Capital : 100.00 EUR Numéro unique d'identification : 952829976 Lieu d'immatriculation : Paris. Evaluation de l'actif et du passif dont la transmission à la société bénéficiaire est prévue : actif de 192216.00 EUR - passif de 27513.00 EUR. Rapport d'échange des droits sociaux : En rémunération, la société FBCD CONSEIL augmenterait son capital de 164.703 euros par la création de 164.703 parts d'une valeur nominale de 1 euros entièrement libérées et attribuées en totalité à la société FBCD CONSULTING. Prime de scission: néant. Date du projet commun de scission : 31.05.2023. Date et lieu du dépôt du projet au RCS au titre de chaque société participante : Pour la société FBCD CONSULTING : 06.06.2023 (au greffe du tribunal de commerce de Bordeaux). Pour la société FBCD CONSEIL : 06.06.2023 (au greffe du tribunal de commerce de Paris)..